

Le RAC

Témoign actif mais pessimiste

Entretien avec Sylvain Godinot

Réseau action climat France*

Global Chance : Quel était le sens de votre présence à La Haye ?

Sylvain Godinot : Le Réseau action climat France s'est créé pour représenter la position des ONG françaises dans les négociations internationales sur le climat. Nous assistons donc systématiquement aux conférences de l'ONU depuis la 3^e conférence des parties, celle de 1997 à Kyoto.

Deux principales tâches nous incombent. D'une part, traduire les discours de négociateurs en une information intelligible aux médias et associations en France. D'autre part, jouer un rôle de contre-pouvoir face aux BINGOs (les groupements d'intérêts industriels, souvent pétroliers ou nucléaires) et aux Etats qui veulent affaiblir l'efficacité environnementale du protocole de Kyoto.

Depuis la conférence de Rio de 1992, les négociateurs se sont spécialisés sur un sujet précis comme les permis négociables ou l'observance. C'est la même chose pour les ONG, qui ont mis en place des réseaux informels de discussion. Les ONG environnementales sont regroupées au sein du Réseau action climat (CAN en anglais), le réseau mondial, dans lequel on retrouve les 3 « grands » (Greenpeace, WWF, Amis de la Terre). Le Sud reste très sous-représenté pour des raisons financières.

G. C. : Ce type de conférence comporte un aspect rituel. C'est générateur d'une culture commune, mais aussi d'inertie. Qu'en pensez-vous ?

S. G. : C'est toujours un choc d'assister pour une première fois à une conférence de l'ONU : entendre pendant deux heures des délégués officiels remercier le président de séance, faire part de leurs condoléances au confrère malade, puis déclarer solennellement la même chose que leurs dix collègues précédents fait douter de la

capacité à aboutir d'une machine aussi pesante. C'était particulièrement frappant à La Haye, où le président du Groupe (d'experts) intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) avait ouvert la conférence en dévoilant quelques éléments inquiétants du prochain rapport, dans lequel les scientifiques du monde entier confirment à la hausse le réchauffement.

Les négociateurs savent bien que rien ne se passe pendant les séances plénières. Tout se joue en « réunions informelles », souvent bilatérales, toujours fermées aux ONG. Les Etats se sont regroupés en pôles et négocient sans la moindre transparence. Ils passent souvent la première semaine à répéter qu'ils ne feront aucune concession, et n'ont plus le temps d'en faire ensuite !

G. C. : Comment les positions des différents groupes de pays ont-elles évolué ?

S. G. : La plupart des pays se positionnent dans un des 3 grands pôles (Union européenne et Europe de l'Est, Etats-Unis et Umbrella, G77 pour les pays du Sud). Les petites îles du Pacifique forment un mini-groupe très radical (AOSIS) en raison des menaces climatiques qu'ils subissent, mais totalement démunis face aux poids lourds. A La Haye, le débat s'est polarisé entre l'Umbrella et Union européenne, les premiers souhaitant un accord plein de mécanismes de flexibilité et de puits, avec peu de contraintes en cas de non-respect des engagements, les seconds privilégiant les politiques et mesures nationales, l'exclusion des

RAC France

Association spécialisée dans l'effet de serre et le changement climatique. Regroupe une vingtaine d'associations de défense de l'environnement, d'usagers des transports et de promotion d'alternatives énergétiques.

MISSIONS

Informer les médias et le grand public, analyser les politiques nationales et internationales de lutte contre les changements climatiques, représenter la société civile aux négociations climat.

www.rac-f.org

puits tant que les connaissances scientifiques restent floues, et des contraintes dissuasives. Le texte du président Pronk a fait la part belle aux Américains. Comme ceux-ci ont su rassurer les pays du Sud sur les mécanismes de financement qui leur seraient destinés, l'Europe s'est retrouvée isolée, bien que soutenue par les ONG. Une tentative de compromis, incluant des puits limités dans les pays du Nord, n'a pas abouti, aboutissant à la suspension des négociations.

G. C. : Comment voyez-vous l'avenir, et quel rôle le RAC souhaite-t-il jouer ?

S. G. : Il est difficile d'être optimiste pour les mois à venir : plus le temps passe et plus l'écart augmente entre l'objectif des Etats-Unis (comme de leurs alliés) et leurs émissions actuelles, rendant plus délicate la ratification du protocole de Kyoto. L'élection de Georges W. Bush, issu du milieu des pétroliers texans, ne facilite pas les choses : il déclarait pendant sa campagne électorale que le réchauffement climatique reste à prouver, et que le niveau de vie des Américains n'est pas négociable.

Quant à l'Union européenne, elle reste plus douée pour les positions de principe que pour les actions sur son territoire. La France a publié nombre de plans pour atteindre ses engagements (Plan national de lutte contre le changement climatique, rapport Cochet sur les renouvelables, plan d'économies d'énergie), mais l'annulation de la toute nouvelle taxe sur l'énergie montre bien que le ministère de l'Environnement a du mal à convaincre les Finances et l'Industrie. Le RAC France poursuivra ses efforts pour accélérer la mise en place d'actions concrètes de limitation des émissions, en informant la population, les associations et les médias, et en suivant attentivement la mise en place du Plan national. ■

*2B, rue Jules Ferry
93 100 Montreuil
France

Tél. : +33 (0)1 48 58 83 92

Fax : +33 (0)1 48 51 95 12

E-mail : infos@rac-f.org

